



Paris, le 9 mars 2018

Secrétaire national

Madame, Monsieur,

Le gouvernement a confirmé son intention d'obtempérer, au cours de l'année, à la mise en demeure de la Commission européenne d'ouvrir les concessions hydrauliques publiques à la concurrence. En fait il s'agit, ni plus ni moins, de leur privatisation.

Pour les communistes, il est hors de question que cette richesse nationale soit bradée au secteur privé, sous quelque forme que ce soit! Nous savons de longue date que cette richesse est l'objet de bien des convoitises et que tout ce que la communauté européenne compte de requins attend depuis longtemps que l'État français leur donne le signal de la curée. Ils ont eu les autoroutes, ils veulent les barrages. Nous ne les laisserons pas faire : l'eau est un bien public, l'énergie hydroélectrique, les barrages, l'ensemble des ouvrages aussi. Ils doivent le rester.

C'est pourquoi, le Parti communiste français, a décidé, en préalable à ses assises de l'écologie des 4 et 5 mai prochains, de mobiliser ses forces militantes afin d'organiser une grande chaîne humaine le long du barrage du Sautet, le dimanche 8 avril à 12h30, afin d'empêcher le privé d'entrer dans les concessions hydrauliques publiques.

Nous souhaiterions vivement votre participation à cette initiative.

En effet, l'hydroélectricité est un enjeu national fort. Elle représente une production d'environ 70 TWH (Térawattheures) par an, soit 12 % de la production d'électricité et 61 % de celle d'origine renouvelable. Cette fonction est très importante pour compenser l'intermittence des Enr d'origine éolien et photovoltaïque. Cette source d'énergie sera donc appelée à jouer un rôle croissant dans l'attente d'avoir trouvé la solution au stockage de l'électricité.

Soulignons de plus que les barrages hydrauliques contribuent de façon structurante à de multiples activités humaines : agriculture via l'irrigation, eau potable, industrie, loisirs et tourisme... Les ouvrages contribuent également à la gestion des risques, inondations ou contrôle des étiages.

La gestion de cette richesse, comme la prévention des risques, incombe en premier lieu à l'État, en tant que responsable de la cohésion nationale. Nous comptons bien lui rappeler, le 8 avril sur le barrage du Sautet.

Restant à votre disposition,

Veillez croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes meilleures salutations.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'P' followed by a series of loops and a long horizontal stroke at the end.

Pierre Laurent